

NOTE IX.

MISCELLANÉES.

Vera-Cruz, 20 mars 1839.

Le lendemain de la signature du traité, il a été conclu, entre l'amiral et le général Victoria, un armistice pour la suspension des hostilités. Par cet armistice, toutes les communications sont ouvertes, les navires marchands peuvent procéder à leur déchargement, et les transactions reprendront leur cours habituel. La durée de cette convention est fixée à quinze jours, temps jugé nécessaire à la remise des ratifications.

La population exilée de ses foyers depuis trois mois, rentre en ville; le déchargement des marchandises a commencé. Ce retour à la vie a causé une grande joie aux malheureux habitants de la Vera-Cruz.

Pendant les trois mois qui viennent de s'écouler, la Vera-Cruz abandonnée a présenté un aspect bizarre dont on chercherait vainement un autre exemple : c'était une sorte de Pompeï, non pas en ruines comme elle, mais tout aussi solitaire. Les maisons étaient fermées; il n'y avait pas une âme dans les rues : l'herbe y a poussé. Le plus grand silence a régné partout. Une simple garde, peu nombreuse et toujours prête à fuir vers l'intérieur, veillait seule dans cette cité endormie et y faisait la police contre les voleurs.

A ce silence et à cet abandon a succédé un grand mouvement; — la population est rentrée; les boutiques sont ouvertes; on travaille avec activité au déchargement des navires : ce dernier point n'est pas

la partie la moins animée ni la moins intéressante du tableau. Trente navires de commerce, dont plus de la moitié portent de riches cargaisons, attendaient ce moment avec anxiété. — Le déchargement a lieu avec ordre et d'après ce qui a été réglé par l'amiral, suivant la date d'arrivée des navires; c'est l'*Isambert*, un français, qui a commencé. — L'opération est déjà fort avancée pour tous, grâce à l'activité qu'on y a mise.

Au milieu de ce changement si brusque, et dont la population de la Vera-Cruz se réjouit tant, il est une question que chacun se fait et à laquelle personne n'ose répondre.

Qu'arrivera-t-il si le congrès ne ratifie pas ?

On ferme les yeux pour ne pas voir.

La population de la Vera-Cruz qui, par le fait, a porté le plus lourdement le poids de la guerre, et qui, par la fréquence de ses relations avec les étrangers, est la plus avancée en idées, ne veut plus de cette guerre. Elle est lasse d'avoir tant souffert. Il est difficile de dire ce qu'elle ferait si elle voyait le gouvernement refuser obstinément la paix. Le bruit a couru que les esprits étaient montés à ce point que, le cas de refus de ratifications échéant, les *Vera-Cruzanos* se prononceraient contre le gouvernement et réclameraient la sauvegarde de notre pavillon.

Le terme de cette anxiété générale n'est pas éloigné, et avant deux jours, le courrier de Mexico aura fait connaître le résultat des délibérations du congrès. Malgré la modération avec laquelle le Mexique est traité par la France, il paraît que la paix rencontre toujours une opposition très-vive. Les intérêts que favorisait l'état de guerre font leurs derniers efforts. On en trouve la preuve dans les journaux, car si la presse du gouvernement s'est modérée, celle de l'opposition ne s'en montre que plus ardente contre la France.

Il y a depuis un mois, à Mexico, une réunion qui, sous le nom de *junte patriotique*, a pour but unique de prêcher la guerre; et aujourd'hui elle agit avec plus d'ardeur que jamais. On crie de toutes parts qu'il ne faut pas subir l'*ultimatum*, ni payer l'indemnité qui est le point essentiel.

En tout cas, si la paix se fait, la presse et le public auront pris leurs

derniers débats en fait de mensonges et de forfanteries. On proclame aussi hautement qu'autrefois, la victoire du 5 décembre, les héros du 5 décembre, le grand héros du 5 décembre. On aura ainsi sauvé ce qu'on aura pu du fameux *decoro nacional*.

Les seuls symptômes qui puissent indiquer que le gouvernement a quelque désir de la paix, c'est le changement de ton du journal qui est son organe officiel; non que ce journal ait entièrement abandonné son langage de matamore; mais il combat les journaux opposants sur la nécessité de faire la paix, leur dit de faire trêve de déclamations (conseil qu'il aurait pu leur adresser plus tôt, et qu'il aurait pu prendre pour lui-même), et de faire attention que la position du Mexique pour conclure la paix est aujourd'hui meilleure qu'avant les hostilités: il assure que les plénipotentiaires n'avaient pris d'avance aucun engagement et qu'ils ont dû n'accepter aucune condition qui puisse entacher l'honneur national.

A travers ce qu'il y a de vrai et de faux dans ces arguments, on y trouve pourtant une preuve que la présidence intérimaire voudrait la paix. Est-ce seulement en vue de l'intérêt bien entendu du Mexique que Santa-Anna est arrivé à ces idées de modération? On s'accorde trop à le nier pour qu'il soit possible de le croire. On assure qu'il faut l'attribuer à la prévision de ce que la douane va donner au trésor public (en passant par des mains qui en retiendront partie).

Le président intérimaire, disent ceux qui se prétendent informés, veut mettre dans les places à argent des créatures qui ne laisseront pas tout passer et qui partageront avec lui leurs profits.— Pauvre temps que celui où le chef de l'Etat est soupçonné de tant de honte!

Quoi qu'il en soit, les dispositions du président se trouvent par-là favorables à la paix. Son influence est-elle assez puissante pour décider le congrès? Le parti prêtre a-t-il renoncé à ses desseins? Est-on réellement fatigué de la guerre? La misère est-elle devenue assez pressante? Les fédéralistes inspirent-ils des craintes sérieuses aux divers appuis du centralisme?

Le vote du congrès, qui ne tardera pas à être connu, répondra à toutes ces questions.

Trois jours après la signature de la paix, les Anglais ont commencé

à nous quitter: la faim et la soif les chassent: car il n'y a moyen de faire ici ni vivres ni eau. Ils partent, maudissant les trois mois d'hiver que la politique vient de leur faire passer sur les côtes du Mexique, au milieu de toutes sortes de privations et d'ennuis; et cela, sans aucune compensation glorieuse, car le rôle de leur marine a été fort triste.

La rade de Lizardo, cet excellent refuge de notre hiver, est abandonnée; tous nos navires sont actuellement à Sacrificios ou dans le port de la Vera-Cruz. Les communications ouvertes avec la ville, depuis la signature de l'armistice, permettent de faire de l'eau, et l'on profite de cette facilité pour fournir aux équipages une boisson meilleure que celle venue jusqu'ici de dehors, amenée à tant de frais, avec tant de peine et qui était si mauvaise.

Nous avons déjà pris dans la forteresse et embarqué les pièces de bronze dont il est question dans la *déclaration additionnelle*. Ces pièces pourront servir à faire un trophée dans quelque port de France, si toute fois il est encore question de nos faits d'armes, en France, lorsqu'elles y arriveront.

Le 17, le général Victoria, l'un des deux plénipotentiaires mexicains qui ont signé le traité du 9 mars, est venu à bord de la frégate la *Néréide*, où l'amiral l'avait invité à dîner. Il a été fait une honorable réception à ce doyen de l'indépendance mexicaine, et le vieux général a paru touché des égards dont il était l'objet.

Quand Victoria fut nommé l'un des plénipotentiaires, on craignit d'abord que cet homme, qui n'a point quitté le Mexique et qui a vécu si longtemps dans les bois et sur les chemins, faisant la guerre de partisan, ne se montrât très-arriéré en idées et n'apportât des difficultés réelles à l'accomplissement de la paix. Il n'en a rien été. Victoria ne paraît pas avoir été le moins éclairé des deux plénipotentiaires. S'il a, en œuvre, moins d'esprit brillant et moins de finesse que son collègue, il a au moins fait preuve de droiture et de bon sens.

L'amiral français et le général mexicain ont paru se rencontrer avec plaisir. Dès qu'ils se sont connus, ils se sont témoigné des égards et de l'estime. Au milieu de cette tourbe de gens égarés et sans foi, l'amiral était heureux sans doute de rencontrer quelqu'un qu'il pût

estimer; et Victoria a été touché certainement de se voir apprécié par un homme du caractère de l'amiral. L'un trouvait de la générosité et de la bienveillance là où il n'avait cru rencontrer qu'un ennemi enorgueilli de sa victoire et injuste envers le Mexique; l'autre rencontrait pour la première fois au Mexique, de la bonne foi, de la loyauté et du jugement réunis à une réputation de courage incontestée. Voici quelques mots sur la biographie du général Victoria.

Victoria étudiait à Mexico quand éclata la révolte de 1810. Il abandonna les écoles pour se joindre à ceux qui proclamaient l'indépendance, et se fit connaître bientôt par un grand courage et des entreprises hardies. Pendant les dix années que dura cette insurrection, Guadalupe Victoria, chef de partisans, ne cessa de combattre avec succès contre les troupes du gouvernement; il était indépendant dans la province de la Vera-Cruz qui était le théâtre de ses opérations, et il avait presque entièrement intercepté les communications entre la Vera-Cruz et Mexico.

Lorsqu'en 1819 la révolte fut presque entièrement étouffée, que tous les chefs eurent été pris, ou tués, ou soumis, Victoria n'étant plus en force pour combattre, traqué par les troupes du vice-roi, comme une des meilleures prises qu'elles pussent faire, parvint à échapper à toutes les poursuites, refusa l'amnistie qu'on lui offrait et se retira dans les forêts et les montagnes dont les détours étaient connus de lui seul.

Là, il vécut pendant près de trois ans, seul, ignoré, sans communications avec aucun être vivant, sans vêtements, se nourrissant des fruits qu'il rencontrait, n'échappant parfois à la mort, dont la faim le menaçait, que par des miracles; comme ce jour où, gisant sur l'herbe, sans force, n'ayant rien pris depuis longtemps et sur le point de rendre le dernier soupir, il parvint à saisir un des *sopilotes*¹ dont la troupe tourbillonnait sur sa tête pour lui crever les yeux et dévorer bientôt son cadavre; il tordit le cou de l'oiseau, but son sang et reprit ainsi quelque force.

Quand Iturbide se fut révolté, on chercha et, à grand'peine, on trouva Victoria qui se joignit au jeune colonel et l'aida à renverser le

¹ Sorte d'oiseau de proie fort commun au Mexique.

pouvoir espagnol. Mais dès qu'Iturbide se fut fait proclamer empereur, Victoria, toujours sincèrement attaché aux idées de république et d'indépendance, fut un des premiers à se soulever contre le nouveau chef. Après la mort d'Iturbide, il l'accompagna jusqu'au point de la côte où cet empereur fut embarqué pour l'Europe, et il fut le seul qui traita avec égards et dignité l'ennemi que seul il avait toujours combattu.

Peu après, Victoria fut nommé président. Cette élection a peut-être été la plus libre et la plus populaire qui ait eu lieu au Mexique depuis l'établissement de la république. Quoique l'on s'accorde à ne reconnaître au général Victoria que de faibles talents comme administrateur, et que l'historien Zavala (un des hommes les plus éclairés qui aient paru au Mexique) l'accuse de faiblesse et d'indécision, lui, cet homme qui, dans sa carrière militaire, s'est montré d'une conduite personnelle si énergique et si entreprenante; cependant la présidence de Victoria fut la plus heureuse période de la république mexicaine. Il y eut un commencement d'organisation dans le gouvernement, et la tranquillité régna dans les provinces. L'importante forteresse d'Ulúa, cette dernière possession des Espagnols, n'ayant pas été secourue à temps, par eux, se rendit aux Mexicains après un siège de trois années. Des relations commerciales furent ouvertes avec l'Angleterre, qui envoya au Mexique un chargé d'affaires. C'est encore sous la présidence de Victoria que les titres aristocratiques furent abolis et que le congrès défendit la traite des nègres.

Depuis sa sortie du pouvoir, Victoria, sans avoir repris l'ardeur et l'activité qui ont distingué les premières années de sa carrière, est resté le partisan sincère de la liberté et de l'indépendance. Le peuple lui a conservé de l'affection et une sorte de vénération. Son nom, quoiqu'il ne soit plus une bannière et ne paraisse pas devoir le devenir, est entouré d'une sorte de prestige.

NOTE X.

LES RATIFICATIONS.

Ile Verte, 7 avril 1839.

Le 19 et le 20 mars, le traité et la convention conclus à la Vera-Cruz ont été ratifiés par les deux chambres du congrès. Le 23, l'amiral a eu avis de ce résultat.

Comme on s'y attendait, ces ratifications ont rencontré une vive opposition : il a fallu toute l'influence que s'est acquise le nouveau président, toute l'adresse et toute la ruse des explications du ministère, peut-être aussi toute la lassitude du parti prêtre, pour que le gouvernement ait pu former une majorité favorable à la paix.

Cette majorité a été de 27 voix contre 12 à la chambre des députés. Le sénat n'a pas été moins divisé.

Dans l'une et l'autre chambre, M. de Gorostiza a combattu avec une ardeur extrême pour défendre les traités dont il est un des signataires. La manière spécieuse, mais inexacte, dont il a présenté les conditions de ces traités, n'a pas suffi sans doute pour convaincre les esprits réfléchis qui auront continué de voir le fond de la question. Il n'était pas facile, en effet, de leur persuader que, malgré tout ce qu'il y a de modération dans les termes, le Mexique ne subit pas aujourd'hui les conditions qu'il a repoussées jusqu'ici avec tant de tenacité.

— La plupart de ceux qui se sont rendus aux explications du ministre des relations extérieures, n'y ont pas cru sans doute. Les uns étaient gagnés par de plus forts arguments; les autres se courbaient sous la nécessité; mais ce qui est d'un bon exemple, c'est que tous ont feint de

croire que le Mexique a obtenu les conditions qu'il désirait. On a sauvé ainsi, le plus possible, le *decoro nacional*, et c'est là un bon esprit qu'il faut louer. Les nations ne savent pas toujours faire *contre mauvaise fortune bon cœur*, et c'est pourtant une attitude qui épargne souvent de plus grands malheurs.

M. de Gorostiza s'est parfois laissé emporter trop loin dans sa plaidoirie en faveur du traité, et il a commis des imprudences de paroles qui ont failli tout mettre en péril et rompre une paix qui vient à peine d'être signée. Sans doute, il n'y avait pas d'inconvénient grave à ce que le ministre des relations extérieures expliquât, à sa façon, les transactions de la Vera-Cruz dans le congrès, afin d'obtenir les ratifications désirées. Il lui était permis de chercher à faire croire que l'article 3 du traité qui, pour la première fois, assure des garanties aux Français établis au Mexique, a seulement pour but de tout remettre dans le même état qu'avant le commencement des hostilités.

Il lui était permis de cacher les diverses dispositions résultant des notes échangées, pour le choix de la tierce puissance, pour la promesse de destitution des fonctionnaires mexicains, et pour d'autres points indiqués dans la note sur les conférences de la Vera-Cruz.

Il lui était permis d'assurer que le plénipotentiaire français avait cessé d'insister sur le commerce de détail et sur d'autres stipulations, tandis qu'en réalité, il n'a été question de rien de semblable, et que l'amiral n'a pas ramené de questions devenues inutiles à résoudre, après l'adoption de l'article 3 du traité, qui les renferme toutes.

Tout cela était un débat d'intérieur auquel on n'avait rien à dire. Les actes parlaient; c'étaient aux chambres mexicaines à voir si les explications du ministre cadraient avec la lettre de ces actes.

Au Mexique, les ministres ne disent pas tout aux chambres, et leur disent quelquefois autre chose que ce qu'ils pensent et que ce qui est. — Ce n'est pas une politique très-morale peut-être; mais c'est la politique en usage. Il n'y avait donc pas lieu de s'arrêter à tout cela. Mais ce qui était imprudent de la part de M. de Gorostiza, et ce qui valait la peine qu'on s'y arrêtât, c'était le fait suivant.

En expliquant les motifs de l'article 1^{er} de la convention, relatif au paiement des *six cent mille piastres*, M. de Gorostiza, allant au-devant

d'objections qu'on ne lui faisait pas, avait pris, au nom du gouvernement mexicain, l'engagement d'accompagner les ratifications d'une protestation en bonne forme contre le sens qu'on pourrait attacher au mot *payer* (*pagar*): « Le gouvernement, ajoutait M. de Gorostiza, ne prend « ce mot payer que dans le sens de *remettre* (entregar), sans que ce mot « emporte avec soi aucune reconnaissance de la justice ou de l'injustice des réclamations faites par la France; en faveur de ses nationaux. »

M. de Gorostiza avait-il été contraint de faire cette déclaration par la connaissance qu'il avait de l'esprit qui anime le congrès, et lui avait-on fait connaître d'avance que, sans cette explication, il ne devait pas compter sur les ratifications? Allait-il au-devant d'une objection pour éviter d'avoir à y répondre?

M. de Gorostiza, homme d'esprit facile, habitué aux affaires et y mettant une certaine dextérité, fonde aujourd'hui sa gloire et son avenir sur la réussite de la mission dont il vient d'être chargé. — Il espère y avoir montré assez de mérite pour se faire pardonner le titre d'étranger que son extraction de parents espagnols et ses longues absences dans des missions éloignées, lui ont fait donner; mais il faut que le traité signé par lui et dont, malgré la participation de Victoria, il s'attribue tout le mérite, il faut que ce traité soit accepté et ratifié.

De là, sans doute, les efforts de M. Gorostiza et ses imprudences.

Je dis imprudences, car il devait bien penser que cette protestation dont il parlait ne serait point admise; il ne pouvait pas avoir oublié que, dans les conférences, le plénipotentiaire français ne lui avait pas laissé le choix entre le mot *pagar*, qui renferme toute une question de principe, et le mot *entregar*, qui n'était qu'une subtilité de procureur, déjà proposée à Jalapa, par M. Cuevas.

Et, en effet, dès que l'amiral a eu connaissance du discours prononcé par M. de Gorostiza (et ça été presque aussitôt après que la nouvelle de l'approbation du congrès venait de lui arriver), il lui a écrit aussitôt que, non-seulement il n'admettrait aucune protestation, mais qu'il ne considérait même les ratifications qui allaient lui arriver « comme régulières et valables, que lorsqu'il aurait reçu un acte en « bonne forme, par lequel le gouvernement mexicain renoncerait à for-

« mer aucune protestation, interprétation, restriction ou réserve, soit « publique, soit secrète, qui pût altérer le sens du traité ou en empêcher « l'effet, soit pour le présent, soit pour l'avenir. »

Les ratifications arrivèrent portées par un aide-de-camp de Santa-Anna, un certain capitaine Ximenès, qui était fort brillant, et qu'ornait la médaille du 5 décembre; mais que j'avais vu fort triste et fort abattu, ce même 5 décembre, alors qu'après avoir été blessé et fait prisonnier, il venait de recevoir de l'amiral la liberté de se retirer. Il paraît qu'en effet ces ratifications étaient accompagnées d'une note de M. de Gorostiza, relative à l'interprétation de l'article 1^{er} de la convention. J'ai ouï dire que cette note était si parfaitement insignifiante, qu'un personnage assez bon juge en ces matières, avait écrit de Mexico: « Qu'il l'avait soigneusement étudiée depuis le commencement jusqu'à la fin, et qu'il devait à la justice de déclarer que cette « note lui paraissait être une composition aussi habilement élaborée « pour ne rien signifier du tout, qu'aucune autre qui lui fût jamais « tombée entre les mains. »

Quoi qu'il en soit, tout était en suspens, et la dépêche de l'amiral, contenant la signification que j'ai indiquée plus haut, était en route pour Mexico. Cette difficulté inattendue a été une péripétie intéressante du drame. Déjà les nouvelles des ratifications étaient connues. La population de la Vera-Cruz, qui, de tout le Mexique, est la plus intéressée à la paix, en avait marqué sa joie; on avait brûlé des fusées en plein jour, ce qui, au Mexique, indique le paroxysme de la satisfaction. — Nous-mêmes n'avions nous pas vu sans quelque plaisir, arriver le dénouement. S'il est beau de mourir pour la patrie, il n'est pourtant pas agréable de s'ennuyer pour défendre ses intérêts. On rêvait la France et le retour. Français et Mexicains, chacun était dans ces dispositions agréables, quand tout à coup le bruit courut qu'il n'y avait rien de fait, et que la paix, signée et ratifiée, n'était pas pour cela définitivement conclue.

Nos marins en eurent bientôt pris leur parti, se disant qu'il y aurait peut-être encore quelque chose à faire.

Les Vera-Cruzanos ne se montraient pas si philosophes.

Ce n'a été pourtant qu'une alerte. Après cinq jours d'attente, et courrier par courrier, est venue la réponse du gouvernement à la note de

l'amiral. Le ton de cette réponse témoignait de la frayeur qu'avait eue le cabinet de Mexico de voir l'amiral marquer si explicitement et si sévèrement son intention de déchirer aussitôt le traité de paix, s'il n'était pas accompagné de ratifications pures et simples. Le désistement à toute idée de protestation était fait dans les termes mêmes que l'amiral avait dictés dans sa dépêche. Cette dernière difficulté aplanie, les événements ont marché.

Tous les moyens de l'escadre ont été employés à évacuer la forteresse et à enlever les approvisionnements que nous y avions mis. Les trois compagnies d'artillerie de marine, qui en composaient la garnison, ont été successivement embarquées. — Enfin, hier matin, il n'est plus resté qu'un seul détachement qui, après avoir tout mis dans le meilleur ordre, a aussi été embarqué. Le capitaine du génie Chauchard qui, depuis le commencement de l'occupation, dirige le service de cette arme dans la forteresse, est demeuré seul pour la remettre aux officiers mexicains qui devaient en prendre la charge.

Dès le matin, la frégate amirale est sortie du port et a fait route vers le mouillage de l'île Verte. Deux petits navires de guerre seulement ont gardé le mouillage dans le port de la Vera-Cruz.

Vers deux heures, le général du génie don Ignacio Mora de Villamil, désigné par le gouvernement mexicain comme gouverneur d'Ulúa, est venu en prendre possession; il a trouvé le capitaine Chauchard seul dans la place. — Celui-ci s'est retiré après lui avoir montré la *déclaration additionnelle* du 9 mars, qui stipule qu'aucune réclamation ne peut être exercée par les Mexicains en recevant la forteresse.

Il a laissé le général et les quelques officiers qui l'accompagnaient, livrés aux réflexions que le silence d'Ulúa devait leur inspirer sur les vicissitudes des choses de ce monde. Le pavillon Mexicain a été arboré. La ville et le fort l'ont salué. Les navires anglais et américains en ont fait autant.

Les navires français se sont abstenus.

Le gouvernement mexicain n'a pas témoigné d'un désir assez vif de conciliation, même après la paix qui vient d'être signée, pour que l'on ait dû se mettre beaucoup en frais de politesse vis-à-vis de lui. Plus d'une raison s'opposait à ce qu'on fit preuve de tant de bienveillance à

son égard : la bonne foi douteuse avec laquelle il vient d'agir à propos des ratifications ; le langage de ses journaux qui reprennent une voix hostile ; et enfin les étranges paroles du nouveau chef de l'Etat, qui vient d'adresser à la nation, au 1^{er} d'avril (date qui eût été mal choisie chez un peuple moqueur tel que nous), une proclamation où ne manquent ni les forfanteries, ni les impostures, et qui ne témoigne pas que le mauvais vouloir envers la France ait encore disparu, ni qu'on ait repris franchement la route de la réconciliation.

Il faut laisser agir le temps, qui est un grand maître ; mais il faut en attendant se tenir sur la réserve, ne point prodiguer des prévenances qui ne rencontreraient, chez un pareil peuple, que de la hauteur et de l'insolence ; témoigner que nous sommes satisfaits de la paix, mais tout prêts à recommencer la guerre si l'on ne remplit religieusement les conditions des traités.